

X2005
Année scolaire 2007-2008

POLITIQUE ECONOMIQUE

Présentation de l'enseignement

Cet enseignement a pour but de montrer comment l'approche théorique et la formalisation permettent d'appréhender les enjeux de la décision publique et d'aborder de façon structurée quelques grands débats de la politique économique, notamment en France et en Europe.

Il fonctionne comme un séminaire et *s'appuie beaucoup sur la participation des élèves*. Il se déroule en sept demi-journées. Chacune d'entre elles est organisée autour d'un thème et comprend un exposé de l'enseignante sur le thème de la séance, l'analyse par les élèves d'un article marquant sur le sujet, le plus souvent de nature théorique, et la présentation d'un dossier d'étude, également conduite par les élèves. La première séance est un peu particulière, en ce qu'elle est entièrement assurée par les enseignants.

L'ouvrage qui sert de référence au cours a été publié en novembre 2004 aux éditions De Boeck-Université sous le titre *Politique économique*.

Les élèves devront, en binôme ou en trinôme suivant leur nombre, présenter chacun *un exposé sur un article théorique et un exposé sur une étude de cas*. Ils devront aussi être présents à toutes les séances et *participer aux débats* de politique économique qui s'y tiendront.

Lors de l'exposé théorique, les élèves devront :

- présenter le contexte dans lequel s'inscrit l'article : filiation théorique, réaction à d'autres articles, événements contemporains, débats d'experts...
- expliquer le but de l'article et les moyens mis en œuvre pour atteindre ce but : choix de modélisation, principales hypothèses, déroulé du raisonnement.
- mettre l'article en perspective de manière critique : quelle est la portée des résultats, les hypothèses sont-elles acceptables, la technique de modélisation employée est-elle proportionnée au sujet, les faits ont-ils donné raison à l'auteur, etc.

Les études de cas devront être problématiques et *s'appuyer explicitement sur les acquis théoriques*, notamment les cours de deuxième année et les autres enseignements de majeure : un dossier purement descriptif n'est en aucun cas suffisant. Les élèves soigneront la précision de leur argumentation et l'enchaînement des idées.

Dans les deux cas, l'intervention orale devra s'appuyer sur un *support visuel*. Les élèves apporteront le nombre nécessaire de copies papier de leur présentation afin que chaque élève et les enseignants en reçoivent un exemplaire.

Les références des articles seront fournies par les enseignants (ou l'article lui-même quand celui-ci est difficile à trouver). En ce qui concerne les études de cas, les élèves concernés recevront un très bref "cahier des charges" accompagné de sources et de premiers conseils bibliographiques, souvent sous la forme d'adresses de sites Internet. Mais, pour l'essentiel, ils devront eux-mêmes rassembler les informations nécessaires à leur travail.

La notation portera sur la qualité des présentations, la rigueur et la précision du travail fourni et l'effort de compréhension. La bonne utilisation des acquis théoriques antérieurs sera particulièrement valorisée. La note sera modulée en fonction de la participation orale aux séances. Il n'y aura pas de contrôle final.

POLITIQUE ECONOMIQUE

Plan du séminaire

1. LES DIMENSIONS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

1.1. Organisation de l'enseignement

1.2. Cours

1.3 Commentaires d'articles

- Robert J. Lucas (1976), « Econometric Policy Evaluation : A Critique », in Karl Brunner et Allan H. Meltzer (eds.), *The Phillips Curve and Labor Markets*, Carnegie-Rochester Conference Series on Public Policy, vol. 1, pp. 19-46, North-Holland, Amsterdam.
- William Poole (1970), "Optimal Choice of Monetary Policy Instruments in a Simple Stochastic Macro Model", *Quarterly Journal of Economics*, No. 84, pp. 197-216.

2. LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE

2.1. Cours

2.2. Commentaire d'article

- Olivier Blanchard (1985), "Debt, Deficits and Finite Horizons", *Journal of Political Economy*, vol. 92, No 2, pp. 223-247.

2.3. Dossier d'étude

- La dette publique est-elle soutenable ?

3. LA POLITIQUE MONÉTAIRE

3.1 Cours

3.2 Commentaire d'article

- Richard Clarida, Jordi Galí et Mark Gertler (1999), « The science of monetary policy: A new Keynesian perspective », *Journal of Economic Literature*, vol. 37, pp. 1661-1707.

3.3 Dossier d'étude

- La politique monétaire doit-elle tenir compte du prix des actifs financiers ?

4 LA POLITIQUE DE CHANGE

4.1 Cours

4.2 Commentaire d'articles

- Robert Mundell (1961), "A Theory of Optimum Currency Areas", *American Economic Review* n°51, pp. 509-517 et Luca Ricci (1997), "Un modèle simple de zone monétaire optimale", *Économie et Prévision*, n° 128.

4.3 Dossier d'étude

- Les interventions des banques centrales sur les marchés des changes sont-elles efficaces?

5. LA POLITIQUE DE L'EMPLOI

5.1 Cours

5.2 Commentaire d'article

- Olivier Blanchard et Francesco Giavazzi (2002), "Macroeconomic Effects of Regulation and Deregulation in Goods and Labor Markets", *Quarterly Journal of Economics*, vol. 118, n°3, pp. 879-907.

5.3 Dossier d'étude

- La protection de l'emploi en France

6. LA POLITIQUE FISCALE

6.1 Cours

6.2 Commentaire d'article

- G. Zodrow et P. Mieszkowski (1986), "Pigou, Tiebout, Property Taxation, and the Underprovision of Local Public Goods", *Journal of Urban Economics*, vol. 19, No. 3, pp. 356-370.

6.3 Dossier d'étude

- Le financement de la protection sociale

7. LES POLITIQUES DE CROISSANCE

7.1 Cours

7.2 Commentaire d'article

- Daron Acemoglu, Philippe Aghion et Fabrizio Zilibotti (2006), "Distance to Frontier, Selection, and Economic Growth", *Journal of the European Economic Association*, vol. 4, No. 1, pp. 37-74.

7.3 Dossier d'étude

- L'économie de la connaissance.

Quelques liens utiles sur la Toile

Une liste plus complète est disponible sur www.politique-economique.info

Catalogues et centres de ressources

Liste de serveurs statistiques : www.ssb.no/www-open/english/web_servers/
 Research Papers in Economics (120000 documents de travail en économie): <http://repec.org>
 Resources for Economists on the Internet (site de Bill Goffe) : <http://rfe.wustl.edu/EconFAQ.html>
 Economics News, Data, and Analysis : www.argmax.com
 Econoclaste (<http://econo.free.fr/>) : ressources en économie, notes de lecture et sélection d'articles

Données macroéconomiques

INSEE (www.insee.fr) : *L'économie française, rapport sur les Comptes de la Nation* ; comptes nationaux, données démographiques et sociales et derniers indicateurs conjoncturels pour la France.
 Eurostat (<http://europa.eu.int/comm/eurostat>) : indicateurs conjoncturels et structurels de l'UE et de la zone euro, malheureusement beaucoup de données payantes
 BCE (www.ecb.int) : statistiques monétaires et de balance des paiements, bulletin mensuel, documents de travail
 Fonds monétaire international (www.imf.org) : *Perspectives économiques mondiales* ; variables macroéconomiques et financières pour l'ensemble des grands pays et zones économiques, inclut des prévisions. Documents de travail.
 Banque mondiale (www.worldbank.org) : *Rapport sur le développement dans le monde* (rapport annuel). Documents de travail et données.
 OCDE : www.oecd.org (études structurelles et par pays ; quelques tableaux de données disponibles en ligne)
 Banque des Règlements Internationaux : www.bis.org (données sur les marchés financiers et les mouvements de capitaux ; documents de travail)
 Réserve fédérale de New York : www.ny.frb.org (séries financières et liens vers les sites officiels américains)
 Commission européenne :
 - base de données annuelles « Ameco » :
www.europa.eu.int/comm/economy_finance/indicators/annual_macro_economic_database/ameco_en.htm
 - direction générale « Ecfm » : http://europa.eu.int/comm/dgs/economy_finance/index_en.htm : études sur la zone euro et l'UE, communications de la Commission.
 - *Rapport économique annuel* :
www.europa.eu.int/comm/economy_finance/publications_en.htm

Institutions

France

Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (www.minefi.gouv.fr) : *Rapport économique, social et financier* annexé au projet de loi de finances ; *Analyses économiques* (www.minefi.gouv.fr/Prevision/).
 Banque de France : www.banque-france.fr
 Conseil d'analyse économique : www.cae.gouv.fr (tous les rapports en ligne)
 Commissariat au Plan : www.plan.gouv.fr

Europe

Textes des traités européens : http://europa.eu.int/abc/treaties_fr.htm
 Conseil de l'Union européenne (<http://europa.eu.int/>) : *Grandes orientations des politiques économiques des États membres et de la Communauté*.
 Commission européenne : www.europa.eu.int (désordonné mais utile, voir notamment le site de la DG Ecfm : www.europa.eu.int/comm/economy_finance/)
 Parlement européen : www.europarl.eu.int/home/default_fr.htm

Cour de Justice des Communautés européennes : www.curia.eu.int/fr/

International :

Trésor américain : www.ustreas.gov/

Council of Economic Advisers (www.gpoaccess.gov/eop/) : *Economic Report of the President*, rapport annuel.

Ministère des finances du Japon : www.mof.go.jp/english/

Centres de recherche

OFCE : www.ofce.sciences-po.fr

Institute for International Economics : www.ije.com (études en finance et commerce international)

Brookings Institution : www.brookingsinstitution.org (programmes de recherche sur la globalisation)

CEPII : www.cepii.fr (analyses d'économie internationale, nombreux documents de travail et lettre mensuelle sur des questions de politique économique)

CEPR : www.cepr.org (réseau d'économistes européens : beaucoup de documents de travail en principe accessibles gratuitement depuis les serveurs universitaires)

CEPS : www.ceps.be (études sur l'intégration européenne et l'élargissement)

NBER : www.nber.org (très nombreux documents de travail, la pointe de la recherche dans tous les domaines, en principe accessible gratuitement depuis les serveurs universitaires)

Chercheurs (leurs pages web donnent en général leurs cours et leurs derniers papiers de recherche)

Alberto Alesina : <http://post.economics.harvard.edu/faculty/alesina/alesina.html>

Olivier Blanchard : <http://web.mit.edu/blanchar/www/>

Pierre Cahuc : <http://eurequa.univ-paris1.fr/membres/cahuc>

Brad DeLong : www.j-bradford-delong.net/

Barry Eichengreen : emlab.berkeley.edu/users/eichengr/website.htm

Francesco Giavazzi : www.igier.uni-bocconi.it/personal/giavazzi/homepage.htm

Paul Krugman : web.mit.edu/krugman/www/

Robert Mundell : www.robertmundell.net

Andy Rose : faculty.haas.berkeley.edu/arose/

Lars Svensson : www.princeton.edu/~svensson/

Philippe Weil : www.ecare.ulb.ac.be/ecare/Weil

Charles Wyplosz : www.unige.ch/~wyplosz

Banques et institutions financières

Ixis : www.cdcixis-cm.com/

Deutsche Bank : www.dbresearch.com

Goldman Sachs : www.gs.com

JP Morgan : www.jpmorgan.com/Home/Research/ (données sur changes et taux)

Ed Yardeni (Prudential Financial) : <http://www.cm1.prusec.com/yardweb.nsf/>

Presse économique

Financial Times : www.ft.com

Wall Street Journal : www.wsj.com

The Economist : www.economist.com

Revue scientifique

JSTOR (www.jstor.org) : articles publiés dans des revues à comité de lecture, accès payant.

Research Papers in Economics (<http://repec.org>) : plus de 100 000 documents de travail

Resources for Economists on the Internet (<http://rfe.wustl.edu/EconFAQ.html>)

Université du Québec à Chicoutimi : plus de 1000 ouvrages classiques de plus de 300 auteurs en édition électronique intégrale

(www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html)



INDICATIONS POUR LES DOSSIERS D'ETUDE



Séance 2 : La dette publique est-elle soutenable ?

En 2005, avec le rapport Pébereau, la classe politique française a semblé découvrir que les finances publiques pouvaient ne pas être soutenables, c'est-à-dire que certaines trajectoires d'accumulation de dette peuvent conduire à une situation de défaut de paiement.

Vous pourrez notamment répondre aux questions suivantes :

- Quelle est le cadre théorique et quelles sont les méthodes empiriques permettant d'évaluer la soutenabilité de la dette ?
- Comment la dette interagit-elle avec les autres postes du bilan et du hors-bilan de l'Etat ?
- Quel diagnostic peut-on porter sur les finances publiques françaises ?
- Quelles règles budgétaires favorisent la soutenabilité de la dette ?

Bibliographie indicative (les références conseillées en priorité sont repérées par un astérisque)

*M. Pébereau (2005), « Des finances publiques au service de notre avenir », *rapport pour le Ministre de l'Économie et des Finances*, 14 décembre, www.performance-publique.gouv.fr/pdf/pebereau.pdf.

*O. Blanchard (1990), "Suggestions for a New Set of Fiscal Indicators", Document de travail, No. 79, OCDE.

*J. Boissinot, C. L'Angevin et B. Monfort (2004), « Public Debt Sustainability : Some results in the French Case », document de travail INSEE, No G2004/10, également sur le site de l'INSEE.

B. Coeuré et J. Pisani-Ferry (2005), "Fiscal policy in EMU: Towards a sustainability and growth pact", *Oxford Review of Economic Policy*, et document de travail sur www.bruegel.org

J. Hamilton et M. Flavin (1986), « On the limitations of government borrowing: A framework for empirical testing », *American Economic Review*, 76(4), pp. 808-819.

N. Elmendorf et G. Mankiw (1999), « Government debt », in Taylor et Woodford (éds.), *Handbook of Macroeconomics*, Elsevier, North Holland, ch. 25, pp. 1615-1669.

Séance 3 : La politique monétaire doit-elle tenir compte des prix d'actifs ?

Les banques centrales doivent identifier les signes avant coureurs d'inflation en suivant un ensemble d'indicateurs conjoncturels. Ces indicateurs sont, traditionnellement, les coûts qui interviennent dans la formation des prix à la consommation (notamment les coûts salariaux unitaires, le taux de change et le prix des matières premières), ainsi que des indicateurs d'activité et de crédit à l'économie.

A la suite de la bulle financière de la fin des années 1980 au Japon, puis de la "bulle Internet" aux Etats-Unis, il a été reproché à la Banque du Japon puis à la Fed d'avoir insuffisamment pris en compte l'impact des hausses des prix d'actifs sur les comportements des agents économiques et, à l'inverse, d'avoir mal anticipé l'impact de leurs propres décisions sur les marchés boursier et immobilier. Une littérature théorique et empirique s'est développée récemment sur ces questions, qui font l'objet de débats très vifs entre les banques centrales et les économistes.

Vous pourrez notamment répondre aux questions suivantes :

- En théorie, par quels mécanismes les prix d'actifs financiers influent-ils sur l'économie réelle ? Comment la politique monétaire interagit-elle avec ces mécanismes ?
- Quels types de difficultés la prise en compte des prix d'actifs par la politique monétaire soulève-t-elle ?
- Dans cette perspective, quel jugement peut-on porter rétrospectivement sur les stratégies monétaires de la Fed, de la Banque du Japon et de la BCE ? Recommandez-vous un changement de stratégie, et si oui, lequel précisément ?

Bibliographie indicative (les références conseillées en priorité sont repérées par un astérisque)

1. Mécanismes généraux

- *Bernanke, B. and M. Gertler. (2001), "Should Central Banks Respond to Movements in Asset Prices?" *American Economic Review*, May, et www.princeton.edu/~bernanke/asset.doc
 - *Cecchetti, S., Genberg, H., Lipsky, J. et S. Wadhvani (2000), *Asset Prices and Central Bank Policy*, Geneva Reports on the World Economy, n°2, ICMB and CEPR, juillet. Une partie est disponible sur: <http://people.brandeis.edu/~cecchetti/pdf/cecchetti%20genberg%20wadhvani%202002.pdf>
 - *Goodhart, Ch. (2001), "What Weight Should be Given to Asset Prices in the Measurement of Inflation?", *The Economic Journal*, vol. 111, pp 335-56, www.dnb.nl/publicaties/pdf/staff65.pdf
 - *Smets, F. (1997), « Financial Asset Prices and Monetary Policy: Theory and Evidence », BIS working paper n°47, <http://www.bis.org/publ/work47.pdf>
- BCE (2002), « Le marché des actions et la politique monétaire », Bulletin mensuel, février, www.ecb.int
- Bernanke, B. et M. Gertler (1999), "Monetary Policy and Asset Volatility" *Federal Reserve Bank of Kansas City, Economic Review*, Fourth Quarter 1999, vol. 84, No 4, pp. 17-52
- Bordo, M. et O. Jeanne (2001), "Monetary Policy and Asset Prices: Does "Benign Neglect" Make Sense?", *IMF Working Paper*, No 02/225, www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2002/wp02225.pdf
- Kiyotaki, N., et J. Moore (1997), "Credit Cycles", *Journal of Political Economy*, vol 105, n°2, pp. 211-248, et *NBER Working Paper*, No 5083, www.nber.org
- Mishkin, F. (2001), "The Transmission Mechanism and the Role of Asset Prices in Monetary Policy". *NBER Working Paper*, No 8617, www.nber.org
- Stock, J., M. Watson (2001), " Forecasting Output and Inflation: The Role of Asset Prices", www.wss.princeton.edu/~mwatson/papers/S&W_FORC_O&P_Jan2003.pdf

2. Application à la Fed et à la BCE

*Clerc, L. (2001), "La politique monétaire doit-elle prendre en compte les fluctuations des prix d'actifs? Une application à la zone euro", [www.univ-orleans.fr/DEG/GDRecomofi/Activ/clercpau\(p\).pdf](http://www.univ-orleans.fr/DEG/GDRecomofi/Activ/clercpau(p).pdf)

*Greenspan, A. (2004), "Risk and Uncertainty in Monetary Policy", *Remarks at the meetings of the American Economic Association*, San Diego, California, 3 janvier, www.federalreserve.gov/boarddocs/speeches/2004/20040103/default.htm

Artus P. et Ch. Wyplosz (2002), *La Banque centrale européenne*, Rapport du Conseil d'analyse économique, sur www.cae.gouv.fr

Issing, O. (2003), *Panel discussion at the conference "Inflation targeting: prospects and problems"*, Federal Reserve Bank of St. Louis, 17 octobre, http://www.ecb.int/key/03/sp031017_1.htm

Séance 4 : Les interventions officielles de change sont-elles efficaces ?

Depuis la mise en place de l'euro, la BCE est très peu intervenue sur le marché des changes, alors que le taux de change de l'euro connaissait des fluctuations marquées à la baisse, puis à la hausse. De son côté, la Banque du Japon est intervenue massivement et fréquemment dans le but de limiter l'appréciation du yen dans un contexte déflationniste. Enfin, la Réserve fédérale des Etats-Unis intervient rarement sur le marché des changes.

Vous pourrez notamment répondre aux questions suivantes :

- Quels sont les motifs des interventions de change, et en quoi le comportement des trois banques centrales mentionnées ci-dessus diffère-t-il ?
- Quels sont les différents canaux par lesquels agissent théoriquement les interventions ?
- Quelle est, en pratique, l'efficacité des interventions au regard des différents motifs invoqués ? Quelles sont les conditions à réunir pour élever cette efficacité ? Les déclarations des autorités monétaires peuvent-elles appuyer les interventions directes, voire se substituer à elles ?

Bibliographie indicative (les références conseillées en priorité sont repérées par un astérisque)

1. Motifs des interventions

- *Neely, C. (2001), "The practice of central bank intervention: looking under the hood", *Federal Reserve Bank of St Louis Review*, May-June, pp. 1-10.
- Baillie, R. et W. Osterberg (1997), « When do central banks intervene ? », *Journal of international Money and Finance*, 16, pp. 909-919.
- Lecourt, C. et H. Raymond (2004), « Central bank interventions in industrialized countries : a characterization based on survey results », mimeo.

2. Effet des interventions

- *Bonser-Neal, C. and G. Tanner (1996), "Central bank intervention and the volatility of foreign exchange rates: evidence from the option market", *Journal of International Money and Finance*, 15 (6), pp. 853-878.
 - *Dominguez, K. (2002), « Foreign exchange interventions : did they work in the 1990s ? », in Bergsten, F. et J. Williamson eds, *Dollar Overvaluation and the World Economy*, Washington DC: Institute for international Economics, Special Report 16, pp. 217-245.
 - *Fatum, R. et M. Hutchinson (2003), « Is sterilized intervention effective after all ? an event study approach », *Economic Journal*, 113, pp. 390-411.
 - *Ito (2002), « Is foreign exchange intervention effective ? The Japanese experiences in the 1990s, NBER working paper n°8914.
 - *Sarno, L. et M. Taylor (2001), « Official intervention in the foreign exchange market : is it effective and if so, how does it work ? » *Journal of Economic Literature* vol. 39, pp. 839-868.
- Beine, M., Laurent, S. et C. Lecourt (2003), « Official central bank interventions and exchange rate volatility: evidence from a regime switching analysis, *European Economic Review* 47, pp. 891-911.
- Dominguez, K. (2003), "When do central bank interventions influence intra-daily and longer-term exchange rate movements?", NBER working paper n°9875.
- Dominguez, K. et J. Frankel (1993), « Does foreign exchange intervention work ? », Washington DC: Institute for international Economics.

Frenkel, M., Pierdzioch C. et G. Stadtmann (2003), “The effects of Japanese foreign exchange market interventions on the yen/dollar exchange rate volatility“, Kiel working paper n°1165.
Galati, G. Melick, W. et M. Micu (2002), « Foreign exchange market interventions and expectations : an empirical study of the dollar/yen exchange rate », BIS Economic Paper n°10.

3. Interventions orales

*Fratzcher, M. (2004), “Communication and exchange rate policy”, document de travail de la BCE n° 363, mai, www.ecb.int
Jansen, D.-J., et J. de Haan (2002), “Statements of ECB officials and their effect on the level and volatility of the euro-dollar exchange rate”, CESifo working paper n° 927, avril 2003, www.cesifo.de.

Séance 5 : La protection de l'emploi en France

Il est souvent avancé que « licencier est trop coûteux ou difficile en France » et que le coût du licenciement pèse sur l'emploi. Dans le même temps, la France est un des pays industrialisés où le sentiment d'insécurité de l'emploi est le plus élevé. Fin 2004, P. Cahuc et F. Kramarz ont réalisé à la demande du gouvernement un rapport analysant cette contradiction et proposant un ensemble de réformes pour y remédier. Un nouveau contrat de travail, le contrat nouvelles embauches (CNE), a été introduit en 2005 pour les petites entreprises, dans le but d'apporter « plus de souplesse pour l'employeur et de nouvelles sécurités pour le salarié. »

Dans ce dossier, vous chercherez notamment à répondre aux questions suivantes :

- Quel est l'impact théorique de la protection de l'emploi sur le fonctionnement du marché du travail ? Que dit la littérature empirique ?
- Que peut-on dire du coût du licenciement en France ? Quelles sont ses différentes composantes (monétaire et autres) ? Comment peut-il s'expliquer ?
- Sur la base de l'analyse précédente, quelles réformes privilégier (contrat de travail, droit du licenciement, reclassement, experience rating ...) ?

Bibliographie indicative

(les références conseillées en priorité sont repérées par un astérisque)

* P. Cahuc et A. Zylberberg (2004) : Le chômage, fatalité ou nécessité ? » Flammarion (chapitre 6, notamment)

* Pierre Cahuc et Francis Kramarz (2004), De la Précarité à la Mobilité : Vers une Sécurité Sociale Professionnelle, 2 décembre 2004 ; www.lesechos.fr/info/medias/200049416.pdf

* Pierre Cahuc et Stéphane Carcillo (2006) : Que peut-on attendre des Contrats Nouvelle Embauche et Première Embauche? Février 2006 www.lesechos.fr/info/medias/200072146.pdf

John M. Abowd and Francis Kramarz (2000), The Costs of Hiring and Separations, January 2000 www.crest.fr/pageperso/kramarz/revcout_lab.pdf

* Bassanini, Andrea et Romain Duval (2006) : Employment Patterns in OECD Countries: Reassessing the Role of Policies and Institutions, <http://www.oecd.org/dataoecd/47/61/36888714.pdf>

Francis Kramarz and Marie-Laure Michaud (2002), The Shape of Hiring and Separation Costs, October 2002 [ftp://mse.univ-paris1.fr/pub/mse/cahiers2002/V02077.pdf](http://mse.univ-paris1.fr/pub/mse/cahiers2002/V02077.pdf)

Brigitte Munoz Perez et Evelyne Serverin, « Le Droit du travail en perspective contentieuse, 1993-2003 », Ministère de la Justice, juin 2005. www.justice.gouv.fr/publicat/rapport/droit%20du%20travail/litiges-du-travail2005.pdf

Document de travail pour le Conseil d'orientation pour l'emploi : sécurisation des parcours professionnels – (document préparatoire) http://212.94.176.83/Portals/57ad7180-c5e7-49f5-b282-c6475cdb7ee7/Secuparcours_COE_oct06.doc

* Blanchard, Olivier, et Jean Tirole (2003) Protection de l'emploi et procédures de licenciement, rapport n° 44 du CAE <http://www.cae.gouv.fr/rapports/044.htm>

Séance 6 : le financement de la protection sociale

Les cotisations sociales représentent une part variable du coût du travail selon les pays et selon le niveau de salaire, les cotisations employeurs sur les bas salaires ayant été réduites un peu partout en Europe au cours des dix dernières années. Si l'on inclut les cotisations salariés et l'impôt sur le revenu, la taxation du travail reste cependant supérieure à celle du capital. En 2005, selon la Commission européenne, la taxation implicite du travail était en moyenne de 35% dans l'UE27, contre 27% seulement pour la taxation du capital. En France, cette inégalité était moins forte mais le niveau général de taxation plus élevé (42% et 39%, respectivement). En Allemagne, l'écart de taxation entre travail (39%) et capital (23%) était particulièrement fort, même en tenant compte de l'imposition d'un grand nombre d'entreprises au revenu des personnes physiques. Dans ce contexte, il n'est pas étonnant qu'un débat se soit développé dans les deux pays sur la manière de rééquilibrer l'imposition des deux facteurs de production et de faire davantage participer les entreprises qui délocalisent au financement de la protection sociale.

Il vous est demandé :

- de rappeler quelles sont les dépenses à financer, comment est actuellement réparti le financement entre les différents impôts et taxes et comment les autres pays européens financent leur propre protection sociale ;
- de présenter la différence théorique entre cotisations employeurs, cotisations salariés, cotisation sociale généralisée (CSG), impôt sur le revenu et TVA, dans le cadre d'un modèle de négociation salariale ; de présenter l'impact des différents impôts et taxes sur le coût du travail, le coût du capital, l'emploi et le pouvoir d'achat des salariés.
- de discuter l'opportunité de remplacer certaines cotisations employeurs par une cotisation sur la valeur ajoutée (CVA) ou par une hausse de TVA, en termes d'emploi et de transferts de charges entre entreprises plus ou moins capitalistiques ;

Bibliographie indicative

(les références conseillées en priorité sont repérées par un astérisque)

Arthuis, J. (1993), « Rapport d'information sur les délocalisations hors du territoire national des activités industrielles et de service », *Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation*, Sénat.

*Besson, E. (2007), « TVA sociale », rapport pour le Premier Ministre, septembre, disponible sur www.premier-ministre.gouv.fr/IMG/pdf/TVA_sociale_rapport_remis_par_Eric_Besson.pdf, annexes sur www.premier-ministre.gouv.fr/IMG/pdf/Annexes_totales_10_09_2007.pdf.

*Commission européenne (2007), « Structures of the taxation systems in the European Union », http://europa.eu.int/comm/taxation_customs/resources/documents/taxation/gen_info/economic_analysis/tax_structures/Structures2007.pdf

*Conseil d'Analyse économique (2006) « Avis du groupe de travail sur l'élargissement de l'assiette des cotisations sociales employeurs », 2 juillet, www.gouv.fr

* Conseil d'orientation pour l'emploi (2006) « Avis du Conseil d'orientation pour l'emploi sur l'élargissement de l'assiette des cotisations de sécurité sociale. » http://www.coe.gouv.fr/IMG/pdf/COE_-_avis_cotisations_employeurs_-_19_07_06.pdf

*Groupe de travail interministériel sur l'élargissement des assiettes de cotisations employeurs de sécurité sociale (2006), 30 mai, www.securite-sociale.fr/communications/rapports/2006/

Lagarde, Ch. (2007), « Etude sur la possibilité d'affecter une partie de la TVA au financement de la protection sociale en contrepartie d'une baisse des charges sociales pesant sur le travail, Note d'étape », Rapport pour le Premier Ministre, Septembre, disponible sur www.premier-ministre.gouv.fr/IMG/pdf/TVA_sociale_rapport_d_etape_remis_par_Christine_Lagarde.pdf

*Malinvaud, E. (1998), "Les cotisations sociales à la charge des employeurs: analyse économique", rapport du Conseil d'Analyse Economique n° 9, www.cae.gouv.fr.

Marini, P. (2006), « Rapport d'information sur les prélèvements obligatoires et leur évolution », *Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation*, Sénat, <http://cubitus.senat.fr/rap/r06-041/r06-0411.pdf>

*Sterdyniak, H. et P. Villa (1998), « Pour une réforme du financement de la sécurité sociale », Revue de l'OFCE n°67, octobre.

Séance 7 : L'économie de la connaissance

La stratégie de Lisbonne adoptée par les chefs d'Etat et de gouvernement européens en mars 2000 a pour objectif de « renforcer l'emploi, la réforme économique et la cohésion sociale dans le cadre d'une économie fondée sur la connaissance ». Plus généralement, le passage à « l'économie de la connaissance » est devenu un thème fréquent du discours de politique économique.

Dans cette présentation, vous vous attacherez à :

- définir le plus précisément possible, en lien avec vos connaissances théoriques, les mécanismes économiques évoqués par le terme « économie de la connaissance » ;
- résumer les enjeux méthodologiques soulevés par la mesure de l'économie de l'immatériel ;
- présenter, les politiques économiques mises en œuvre en Europe (et en France en particulier) pour établir l'économie de la connaissance, évaluer leur efficacité et proposer des pistes de réforme

Bibliographie indicative (les références conseillées en priorité sont repérées par un astérisque)

Documents officiels

- *Conseil européen de Lisbonne, 23 et 24 mars 2000, *Conclusions de la présidence*, http://ue.eu.int/ueDocs/cms_Data/docs/pressData/fr/ec/00100-r1.f0.htm
- *Wim Kok (2004), *Relever le défi : la stratégie de Lisbonne pour la croissance et l'emploi*, Rapport du groupe de haut niveau présidé par M. Wim KOK, Novembre, <http://www.rpfrance.eu/IMG/20041866.pdf>
- *Jean-Pierre Jouyet et Maurice Lévy (2006), *L'économie de l'immatériel, la croissance de demain*, Rapport au ministre de l'économie des finances et de l'industrie, novembre, www.finances.gouv.fr/directions_services/sircom/technologies_info/immateriel/immateriel.pdf
- Pascal Viginier (2003), *La France dans l'économie du savoir, pour une dynamique collective*, rapport du groupe de travail du Commissariat Général du Plan, <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/024000577/index.shtml>
- Patrick Hetzel (2006), *De l'Université à l'emploi*, Rapport final de la commission nationale Université-Emploi, http://www.debat-universite-emploi.education.fr/fichiers_pdf/rapport_definitif.pdf
- André Sapir et alii (2003), *An Agenda for a Growing Europe*, Rapport au Président de la Commission européenne, <http://www.euractiv.com/ndbtext/innovation/sapirreport.pdf>

OCDE, Programme for International Student Assessment, www.pisa.oecd.org
 Shanghai Jiao Tong University (上海交通大学), University Ranking of World Universities, <http://ed.sjtu.edu.cn/ranking.htm>

Articles économiques

- *Bruno Amable et Philippe Askénazy (2003), « Introduction à l'économie de la connaissance », Contribution pour le rapport UNESCO *Construire des sociétés du savoir*, <http://www.jourdan.ens.fr/~amable/unesco%20final.pdf>
- Alain Trannoy, « Financement des universités, financement des études », *Revue d'Economie Politique*, <http://www.vcharite.univ-mrs.fr/pp/trannoy/entretiensafse13.pdf>
- Philippe Aghion et Jean Pisani-Ferry (2006), Politique économique et croissance en Europe, rapport du CAE, No. 59 (notamment chapitres 2 et 3), sur www.cae.gouv.fr
- Gilles Duranton, Philippe Martin, Thierry Mayer et Florian Mayneris (2007), « Les pôles de compétitivité : que peut-on en attendre ? », Opuscule du CEPREMAP, www.cepremap.ens.fr/version/accueil/.